

Michel Duvigneau

## le chapeau à trois pointes : médiation / culture / territoire

Ce recueil reproduit la matière d'une session de formation de deux lois cinq jours tenue à Terrasson (Dordogne) en janvier et à Sabres (Landes) en avril 1994. Cette session prolongeait en les déclinant de manière particulière, deux sessions organisées par l'Arsec<sup>1</sup> à l'intention des cadres des fédérations d'éducation populaire oeuvrant pour une partie de leur activité dans le champ culturel. Le programme de cette formation était le résultat d'un dialogue ouvert par le ministère de la Culture et ces fédérations, autant qu'entre ces fédérations (CEMEA, Fédération Léo Lagrange, FFMJC, FNFR, Francas, Ligue de l'enseignement, Peuple et Culture).

La médiation apparaissait (apparaît) comme un concept utile pour dépasser les oreilles querelles sur (animation et le socio-culturel, assez large pour englober un faisceau de réalités diverses (c'est, selon Antoine Hennion, un concept unificateur «parce qu'il a un pantalon un peu flottant»), ramenant assez vite à l'humain pour que des praticiens soient encouragés à s'en saisir. Occasion également, à la fin de ce siècle, de faire un point et d'ouvrir largement un débat, entre professionnels de champs différents, sur la culture aujourd'hui. On ne posait pas il y a vingt ans les mêmes questions, ou pas de la même manière. Le monde culturel raisonnait sur l'épanouissement individuel et collectif (expressivité - créativité).

Ces premières sessions pilotes ont répondu à une véritable attente. Il a donc paru opportun que d'autres catégories d'acteurs du développement culturel bénéficient de cette réflexion fondamentale sur la médiation ; on pensait surtout aux territoires ruraux, où l'offre culturelle est souvent difficile d'accès, les porteurs de projets plus rares et souvent absorbés par des actions plus immédiatement «utiles» que la «culture».

La réflexion, menée en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, et quelques structures nationales ouvertes à cette problématique (Parcs naturels régionaux, Centres permanents d'initiation à l'environnement, Pays d'accueil touristique, Centre national de la fonction publique territoriale), conduisit à ce concept de *médiation culturelle du territoire*, a priori quelque peu hasardeux, mais qui s'est révélé fécond dans le va-et-vient qu'il amène à faire entre les trois membres de cette locution, exercice à quoi les intervenants se sont consacrés avec bonheur. C'est de quoi nous voulons rendre compte ici.

---

<sup>1</sup> Un ouvrage . "Passage Public(s), points de vue sur la médiation artistique et culturelle", a été édité (DDF/ARSEC) à la suite des premières sessions réunissant l'essentiel de plusieurs interventions :

o Éducation populaire et culture, une histoire mouvementée :

La médiation artistique : un concept, une histoire (*J. Caune*). Culture et Education Populaire, du Front populaire à la Libération : entre continuité et ruptures (*G. Saez*)

o pour une sociologie de la médiation

Les différentes conceptions de la culture (*P. Champagne*). La musique comme sociologie de la médiation (*A. Hennion*). La société des oeuvres (*E. Pedler*)

Culture marchande ou démocratisation culturelle ? Les enjeux de la médiation (*L. Carton*)

o Artistes, institutions, publics : itinéraires d'action culturelle :

Les musiques d'aujourd'hui ou la rencontre des écritures (*H. Foures*). La Filature,

les chorégraphes et leurs publics (*A. Bozzini*). L'odyssée du « Teatro delle Briciole » (*G. Ferraboschi*)

Les quelques paragraphes qui suivent ont pour simple ambition de mettre en relation quelques idées fortes développées séparément par les intervenants -les textes intégraux sont réunis ensuite - dont il est frappant, à la relecture, de constater l'étroite communauté de fond.

*Petit inventaire des intervenants*

animatrice du patrimoine  
archéologue,  
chercheur INA,  
cinéaste,  
comédiens (lecture spectacle),  
conteur,  
économiste,  
écrivains (trois),  
ethnologue (deux),  
géographe,  
historien,  
sociologues (deux),  
vidéastes (deux).

*Petit inventaire des participants*

bibliothécaire et documentalistes de BDP  
professeurs enseignement agricole ;  
responsables de développement culturel  
de Parcs, de collectivités territoriales, d'associations  
techniciens tourisme

L'objectif originel de ce travail sur la médiation visait à développer «les démarches d'appropriation et les modalités de mise en relation de la production artistique avec les publics» (Dominique Chavigny). La réflexion sur l'appropriation sous-tendra tous les propos de cette session, qu'ils concernent le patrimoine, la lecture ou le cinéma. «Le public, dit Denis Chevallier, a, par rapport au patrimoine rural, une démarche d'appropriation, de réappropriation de quelque chose qu'il peut percevoir comme son patrimoine, donc on est dans une espèce de dynamique où le patrimoine se crée au fur et à mesure qu'on le désigne.»

L'articulation logique entre ce concept et celui de *territoire*, c'est, de façon peut être inattendue a priori, le texte littéraire qui le fournit, selon Martine Burgos : «le texte littéraire met en relation ce qu'on appelle un monde du lecteur et un monde du texte qui est à la fois dans le texte, et en même temps se réalise à mesure que la lecture avance. Le texte est un territoire qui ne se présente pas comme une surface plane, mais qui a des reliefs auxquels s'accroche le lecteur, le transformant en paysage. Ce n'est plus un territoire abstrait qu'on administre, que la lecture appréhenderait de manière objective, c'est une étendue, que l'imaginaire du lecteur travaille, modèle. »

Le débat n'est pas clos pour autant, et l'un des principaux intéressés, l'écrivain, peut ressentir les choses différemment. Ainsi l'un d'entre eux, Jean-Paul Chavent, n'est pas sans éprouver quelques réticences : "Si le mot *territoire* me gêne, c'est que territoire d'écriture ou territoire de la langue implique la limitation, la fixation ou la désignation d'une place, de racines, pour quelque chose qui habite clandestinement celui qui se met à écrire, quelque chose qui justement échappe à l'idée toujours un peu identitaire de territoire, fusse à ce territoire de la langue qui est d'abord un non *lieu*, un silence peut-être, en tout cas un appel à la capacité de faire dire à la langue quelque chose qu'elle n'a pas dit ou qu'elle ne sait pas dire. »

Économiste, Alain Lefebvre ne contredit pas cette oscillation entre ancrage et envol vers l'ailleurs. Selon lui, aujourd'hui, territoire se conjugue inévitablement avec multiterritorialité. Et Alain Lefebvre ne craint pas de pousser les feux sous l'apparent paradoxe : « Le territoire est un construit social et mental en évolution permanente ». Et aussi : « Le territoire se construit sur le récit ».

Jean-Louis Comolli s'attachera beaucoup, lui aussi, à la question du récit, s'attachant à montrer qu'une certaine culture disparaît avec le passage du monde du cinéma à celui de l'audiovisuel. Il le déplore avec une certaine sévérité, car, dit-il, « Le cinéma fonctionne sur une implication du sujet. Et cette question est aussi une question de relation à l'autre ». La perte de la prise de risque personnel, jointe à la disparition de la relation à l'autre, amène Jean-Louis Comolli à reprendre l'image de la traversée du territoire : un film, « c'est une expérience d'une certaine durée, une expérience vécue, on risque d'en sortir un peu différent, on risque quelque chose. On peut dire que la traversée d'un film c'est comme la traversée d'un paysage par un piéton, c'est un développement successif d'informations qui ne sont pas toutes forcément cohérentes les unes avec les autres, qui peuvent être contradictoires, entre lesquelles il faut faire un tri qu'on est le seul à pouvoir faire ; ce tri, c'est la marche, c'est l'initiation ».

Toujours en réfléchissant sur (audiovisuel, mais par une autre entrée, Louis Chamming's évoque la « révolution » qu'amène le développement des réseaux, des autoroutes de l'information, pour conclure : « Toutes ces techniques finalement ne sont pas mauvaises en soi, mais elles ne sont bonnes que si on se les approprie individuellement et collectivement. La culture n'est pas d'abord dans les objets de la culture, elle est d'abord dans les appropriations, dans ce qu'il va y avoir de vivant dans l'esprit d'une personne qui va avoir un rapport avec ces objets de la culture. La démocratisation, si c'est augmenter les capacités de chacun à s'approprier ces objets, oui. Si c'est simplement offrir un accès matériel, non. »

*Appropriation, identité*, des concepts qui reviennent inévitablement lorsqu'on se penche sur l'histoire de la notion de patrimoine, ainsi que le fait Dominique Poulot : « Notre imaginaire du territoire, dit-il, est fortement empreint d'une conception princière du patrimoine. L'idée d'un patrimoine lié à une mobilisation sociale et à une action communautaire ne remonte pas à plus de quelques décennies. »

Antoine Hennion fouille, lui, du côté de la médiation artistique et culturelle. Condensant sa réflexion aussi bien du côté des arts plastiques que de la musique, il cherche à sortir de la contradiction qui a longtemps opposé, et oppose encore parfois, la « logique des oeuvres et la logique de la réception, de la sociologie des goûts, des compétences du sujet, qui nous renvoie au contraire du côté du public ». Affaire de territoire, d'espace, d'itinéraire, encore, puisque pour lui : « Médiation, c'est entre les deux, c'est ne pas choisir, ne pas trancher, entre logique des oeuvres et logique des publics ».

Il est rejoint là par Jean Davallon, qui tient le même propos au sujet de la mise en scène muséographique du patrimoine, soulignant au passage la similitude entre « les gens qui font des films, les gens qui font du théâtre et maintenant les gens qui font des expositions, et ceux qui vont au théâtre, ceux qui vont au cinéma, et ceux qui vont voir des expositions : ils ont une culture commune. La dimension culturelle est sur l'existence d'une culture commune entre les gens qui produisent et les gens qui vont voir. On n'est pas dans une stratégie d'émetteur - récepteur mais dans une certaine forme d'interprétation. »

Il ne faudrait pas, à lire ces extraits trop brefs, conclure que la réflexion est à cent coudées de la pratique. Car à la pratique il faut bien aussi revenir, s'agissant de médiation ; ne serait-ce que pour reprendre pied, confronter les situations réelles à la logique idéale.

Yves Michelin, que son parcours professionnel place sur le double terrain de la réflexion et de l'action, après avoir défini très précisément, scientifiquement, les composants du paysage et les différentes échelles spatiales et temporelles de sa perception, en vient en

conclusion à une sorte de cri du cœur : « L'analyse paysagère est un outil de dialogue prodigieux. Les urbains ont de grandes difficultés à la campagne à se repérer dans l'espace et à se repérer dans le temps et donc ils ont devant les yeux une succession d'images comme à la télé. Je crois que par la compréhension d'un paysage, on peut les amener à avoir sur un pays un regard dans lequel ils s'impliquent ».

C'est exactement la même démarche pédagogique qu'applique Alain Marinos dans la création de Z.P.A.U.P. (zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager), conduisant les habitants d'un pays donné à s'approprier leur patrimoine.

Tout comme Véronique Bastié, qui définit son travail: « Transmettre un savoir sur le patrimoine de proximité ».

Sylvaine Candille et Yolande Clément, participantes au stage, présentant l'expérience en cours du Musée de Cerdagne, proposent une sorte de synthèse conclusive lorsqu'elles déclarent: « Ce qui est intéressant pour nous, c'est que nous nous trouvons, en tant que médiateurs, entre une idée de la valeur universelle du patrimoine à conserver, et une idée du patrimoine fondée sur l'appropriation locale par les collectivités qui fonctionnent sur un territoire. Nous sommes entre les deux ».

Michel Duvigneau , délégation au développement et aux  
formations,  
ministère de la Culture